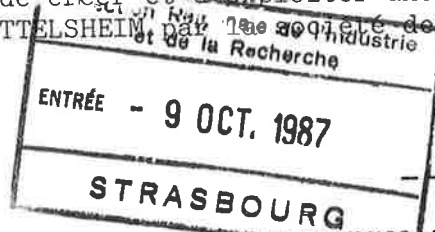


ARRETE

N° 85939 DU 5 OCT. 1987

portant

autorisation de créer et d'exploiter une aire de stockage de sels résiduels
à WITTELSHEIM, par la société des Mines de Potasse d'Alsace.



LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE
DU DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la demande présentée le 6 avril 1987 par la société des Mines de Potasse d'Alsace en vue d'être autorisée à créer et à exploiter une aire de stockage de sels résiduels à WITTELSHEIM, au lieu-dit "Moos" ;

VU le dossier annexé à la demande et notamment les plans du projet

CONSIDERANT que cette installation constitue un établissement soumis à autorisation visée par la rubrique n° 167 b) de la nomenclature des installations classées ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois du 1er au 30 juin 1987 ;

VU les avis de la commission d'enquête, des conseils municipaux de WITTELSHEIM, KINGERSHEIM, PFASTATT, RICHWILLER et WITTENHEIM et des services techniques ;

VU le rapport du 26 août 1987 de l'inspecteur des installations classées

VU l'avis du 10 septembre 1987 du conseil départemental d'hygiène ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

.../...

A R R E T E

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} :

Les Mines de Potasse d'Alsace S.A. sont autorisées à exploiter un stockage de sel résiduaire provenant de leurs installations de traitement de la sylvinite sur un terrain situé à proximité du carreau de la mine AMELIE à WITTELSHEIM, au lieu-dit MOOS. Les terrains concernés couvrent une surface d'environ 30 hectares, l'aire de stockage proprement dite occupant environ 20 hectares.

Cette exploitation constitue une activité visée par la rubrique n° 167 b) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce stockage ne pourra en aucun cas servir à la mise en dépôt de quoi que ce soit autre que du sel résiduaire.

Article 2 :

Les installations seront établies et exploitées conformément aux prescriptions techniques énumérées dans le présent arrêté. Elles seront en outre conformes aux plans et descriptifs fournis lors de la demande d'autorisation déposée le 6 avril 1987, ainsi qu'aux documents techniques envoyés le 22 juillet 1987.

.../...

Article 3 :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier descriptif doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

Sont à signaler notamment :

- tout déversement accidentel de liquides polluants
- tout résultat anormal d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées
- tout résultat d'un contrôle de la qualité des eaux souterraines de nature à faire soupçonner un mauvais fonctionnement du dispositif d'étanchéité.

Lorsque le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions ci-dessous ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire la déclaration sans délai à l'inspection des installations classées.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

.../...

TITRE II : AMENAGEMENTS

Article 4 :

L'aire pourra être réalisée en plusieurs tranches successives, correspondant à une ou plusieurs années d'exploitation.

Article 5 : aire proprement dite.

Les terres de découverte seront décapées sur une épaisseur suffisante pour mettre à nu la couche graveleuse sous-jacente. Ces terres seront mises en cordon sur la bordure EST de l'aire afin d'assurer un écran visuel (hauteur : 10 mètres). Ces terres ne devront en aucun cas quitter cet emplacement.

Le fond de forme graveleux sera nivelé et compacté.

Une couche de base sera réalisée par la mise en place d'une couche de 10 cm de Grave Reconstituée Humidifiée (GRH) 0/10. Cette couche sera compactée à 95 % de l'optimum PROCTOR.

La couche d'étanchéité sera constituée par la mise en place d'un revêtement à base de polyéthylène à haute densité (PeHD), d'une épaisseur de 2 mm. Ce revêtement sera réalisé à partir de lés de 200,00 ml x 10,20 m, en minimisant les longueurs des raccords. Les éléments seront soudés entre eux, après recouvrement d'environ 20 cm moyennant l'apport par procédé automatique, d'un cordon de soudure d'environ 4 cm.

L'aire terminée devra présenter des pentes, après tassement, de 0,5 % dans le sens transversal.

La surface de l'aire sera réalisée de telle manière qu'aucun point du niveau fini ne se trouve, après tassement, à une cote inférieure à la cote NGF du toit de la nappe au droit du point relevée en mai 1983, augmentée de 60 centimètres. Cette cote sera définie par référence à la carte des courbes isopièzes donnée en annexe 7 du rapport du Service Géologique Régional d'Alsace n° 87 SGN 148 ALS de mars 1987.

.../...

Les plans cotés d'exécution de l'aire devront avant la réalisation de toute tranche, être soumis à l'approbation de l'Ingénieur de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche.

Article 6 : Collecte des eaux de ruissellement.

Les bordures de l'aire de stockage seront aménagées afin d'assurer la collecte et l'évacuation des eaux de ruissellement. Pour cela, des fossés seront réalisés sur ces bordures. Ces fossés seront revêtus sans solution de continuité par rapport à l'aire de stockage au moyen de revêtement en PeHD de 2,5 mm d'épaisseur, soudé à celui qui recouvre l'aire.

La collecte et l'évacuation des eaux devra également être assurée sur le côté Nord, en attente de l'adjonction d'une surface supplémentaire correspondant à une phase suivante d'exploitation.

Ces fossés seront reliés à un réseau de canalisations se jetant dans le tuyau d'évacuation des saumures des Mines de Potasse d'Alsace. En aucun cas ce réseau ne devra être enterré sous l'aire où se trouve déposé le sel résiduaire.

Article 7 : Piézomètres.

3 piézomètres de contrôle supplémentaires seront réalisés en bordure du fossé de l'aire de stockage, du côté Est (en aval écoulement de la nappe phréatique).

Article 8 : Contrôle de la bonne exécution des travaux.

La détermination des conditions de compactage à mettre en oeuvre afin d'assurer, pour la couche de GRH, la compacité citée à l'article 4, sera communiquée à l'Ingénieur de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche chargé de l'inspection des installations classées.

.../...

Des soudures d'essai seront réalisées avant la réalisation des soudures entre les lés de revêtement en PeHD. Des essais destructifs ponctuels de traction et décollement seront réalisés à raison de deux échantillons par jour. La totalité des soudures fera l'objet d'un contrôle non destructif aux ultra-sons.

Les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux feront l'objet d'un test d'étanchéité.

Un relevé topographique de l'aire terminée devra être réalisé avant tout début de mise en stock.

Tous les essais cités ci-dessus feront l'objet de procès-verbaux tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

TITRE III : EXPLOITATION

Article 9 : Chargement, transport, déchargement.

Le produit à stocker sera chargé dans des camions qui l'achemineront jusqu'à l'aire sans emprunter de voie publique.

Ces camions déverseront sur l'aire de stockage directement sur le tas en cours de constitution. Un boueur sera utilisé en tant que de besoin. Ni les camions, ni les engins ne circuleront normalement sur l'aire étanche lors des opérations de mise en stock. En aucun cas des engins à chenilles ne devront circuler sur le revêtement en PeHD.

La hauteur du tas sera limitée à 25 mètres.

TITRE IV : CONTROLES ET SURVEILLANCE

Article 10 : Niveau piézométrique.

Les pompages réalisés dans le secteur devront être maintenus au niveau de 600 m³ par heure.

.../...

Le niveau piézométrique sera relevé tous les trimestres sur tous les piézomètres du secteur.

Un des trois nouveaux piézomètres sera équipé d'un contrôle permanent du niveau d'eau, avec enregistrement. Une alarme devra être déclenchée dès lors que la cote 251.00 NGF est atteinte.

Les enregistrements des niveaux relevés seront tenus à la disposition de l'Ingénieur de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche chargé de l'inspection des installations classées.

Un relevé topographique sera réalisé chaque année sur des points situés en périphérie de l'aire de stockage.

Article 11 : salinité.

- 11.1. Des contrôles de la salinité de la nappe phréatique seront effectués tous les trimestres sur tous les piézomètres et puits de captage du secteur. Les résultats en seront communiqués tous les six mois à l'Inspecteur des installations classées.
- 11.2. Un bilan hydrique sera réalisé afin de contrôler l'absence de rejets parasites (une mesure de la pluviométrie et une mesure des effluents aux exutoires devront pour ce faire être effectuées). Le bilan annuel sera communiqué à l'Inspecteur des installations classées.
- 11.3. L'exploitant devra effectuer une étude visant à la recherche d'un traceur susceptible d'être ajouté au sel afin de déceler une éventuelle défaillance du système d'étanchéité. Un dossier de synthèse concernant cette étude devra être présenté à l'Inspecteur des installations classées dans un délai de 3 mois à partir de la publication du présent arrêté.

.../...

TITRE I : POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 12 - Dans le cas où l'exploitation de l'installa'ion générerait des envois de poussières gênants pour le voisinage, l'exploitant devra mettre en oeuvre des moyens destinés à en limiter les effets. Ces moyens pourront être par exemple :

- l'arrosage des pistes au moyen de camions-citernes arroseurs,
- la mise en place de rampes de pulvérisation d'eau fixes le long du parcours des camions et/ou au point de déchargement.

TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13- Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du code du travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 14- La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 15- Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet, Commissaire de la République, dans le mois suivant la prise de possession.

Article 16- L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 17- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 18- La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code du travail, voirie, etc...).

Article 19- Le secrétaire général de la préfecture, le commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de THANN, le maire de WITTELSHEIM, les inspecteurs des installations classées et ceux des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

.../...


Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le 5 OCT. 1987

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE

Pour ampliation,
Le Chef du Bureau délégué

Signé : Claude GUIZARD



Pierre PAULET